

CHRONIQUE POLITIQUE

"Nouveau pacte social"...

CHRISTIAN Estrosi, ministre de l'Industrie, a lancé le 15 octobre les « états généraux de l'industrie ». Il a proposé un « nouveau pacte social » et salué « les représentants de nos grandes centrales syndicales (...), qui ont compris l'intérêt de cette démarche ».

Un « nouveau pacte social », associant gouvernement, patronat et syndicats ? Ce sont toutes les institutions et conquêtes arrachées par la lutte de classe — Code du travail, conventions collectives, statuts, ainsi que l'existence de confédérations ouvrières indépendantes — qui sont menacées.

Instaurer un « nouveau pacte social », c'est bouleverser l'ensemble de ces relations et intégrer les syndicats à une « stratégie industrielle » consistant, dit Estrosi, à « prioriser les grands projets transversaux », c'est-à-dire à détruire tout ce qui ne serait pas « rentable ».

Les travailleurs des PME-PMI de moins de 100 salariés détiendraient « une majorité du capital ». Mais, insiste Estrosi, « il ne s'agit pas du tout de collectivisme », les « entreprises sont là pour (...) gagner de l'argent. Il ne s'agit pas de créer en France des kolkhozes ! »

Ainsi, les travailleurs deviendraient « actionnaires », avec comme seul droit celui d'être associés aux restructurations.

DÈS la mi-novembre, les préfets organiseront dans chaque région des ateliers réunissant « PME-PMI, pôles de compétitivité, partenaires sociaux locaux, fédérations industrielles, recherche, Université, collectivités territoriales, élus, financeurs » pour décliner cette politique.

Cinq jours plus tôt, le PCF ouvrirait les « ateliers de toute la gauche ». A Grenoble, Maryse Dumas, dirigeante de la CGT, a proposé que les travailleurs interviennent « dans les choix économiques et stratégiques de l'entreprise ». N'est-ce pas ce que propose Estrosi avec son « nouveau pacte social » ?

Le 17 octobre, à l'initiative du PS, « des responsables de toute la gauche, des syndicalistes, des universitaires se sont rassemblés pour débattre des propositions sur l'emploi ». En fait d'emploi, il s'agissait, selon la presse, de « construire la maison commune » en vue des prochaines élections !

Le NPA a lancé sa « campagne emploi ». Il appelle à construire pour le 5 décembre « de manière unitaire les marches régionales contre le chômage, les précarités et les licenciements », « à construire la résistance, aussi bien dans les quartiers que dans les entreprises ».

Comment prétendre lutter contre les licenciements par quartier, par entreprise, par région ? Tous les travailleurs constatent que c'est l'isolement dans leur usine qui conduit à l'application des licenciements.

N'y a-t-il pas là l'explication au refus des dirigeants de ces partis de répondre à l'exigence d'unité pour l'interdiction des licenciements ?

LAURENCE FAYARD

CONFÉRENCES DÉP

Pourquoi les dirigeants se refusent-ils pour l'interdiction

Débat

Les conférences départementales réunies ce week-end ont rassemblé des délégations de travailleurs d'entreprises, des militants et élus du PCF, du PS, du NPA, du Parti de gauche avec le POI, des syndicalistes. Au cœur des débats, une question : pourquoi les dirigeants refusent-ils de répondre à l'exigence d'unité pour l'interdiction des licenciements ? La rédaction d'Informations ouvrières a rassemblé les éléments de cette discussion.



UN conseiller général PS présent à la conférence départementale de Seine-et-Marne, à Melun, explique : « J'ai été de tous les combats aux côtés des salariés pour sauver les emplois dans le sud 77 : SKF, ABB et Kuhn Nodet. Ce qui m'a motivé à participer au comité de Montereau, c'est que je considère, pour être membre du conseil d'administration du Groupement industrie promotion (GIP), que cette structure n'a rien apporté, elle n'a fait que gérer les licenciements. En réalité, il n'y a eu aucune création d'emploi. L'argent public, l'argent des contribuables, a été empoché par les entreprises, qui en ont profité pour restructurer. C'est aussi que je ne suis pas sûr que les organisations syndicales jouent toujours pleinement leur rôle en se consacrant plus à la gestion des plans plutôt que les combattre. On est loin de ce que veut la base ouvrière, qui demande qu'on agisse. Je suis élu du PS. Je ne parle pas ici au nom du PS. J'ai mes opinions. Je ne suis pas loin d'être d'accord avec l'exigence de l'interdiction des licenciements. »

« Entre août 2008 et août 2009, le chômage des moins de 25 ans dans le 77 a augmenté de 43,4 %. Où va-t-on ? S'agirait-il de faire rentrer chaque jeune dans une période de précarité de 2 ans, 5 ans, 20 ans, à vie ? Nous ne pouvons l'accepter », dira aussi un jeune étudiant, ajoutant : « La jeunesse cherche à résister. Elle ne demande qu'à s'organiser pour combattre. Le premier pas doit être la présence de jeunes par milliers au rassemblement à Paris pour l'interdiction des licenciements le 28 novembre, avec des mots d'ordre qui leur sont propres : un vrai diplôme, un vrai travail et un vrai salaire, interdiction des licenciements ! »

"De quels droits dispose un homme qu'on prive de travail ?"

Ce qui amènera le conseiller général PS à préciser : « Si les jeunes appellent à ce rassemblement à Paris le 28 novembre, je dis : "Allons tous avec eux le 28 novembre". » « On dit de ce pays qu'il est la patrie des droits de l'homme. Mais quel exemple donne-t-il ? De quels droits dispose un homme qu'on prive de travail ? », s'indignait le secrétaire de la section PCF de Montereau-Varennes. Dans un message, un délégué syndical de SILEC fait état de la perte de 115 emplois depuis le 1^{er} janvier sans que soit annoncé de « plan social » : « A cela s'ajoutent les licenciements individuels dans l'entreprise (entre 10 et 15 par mois). Tout est bon, la moindre petite faute, jusqu'aux accidents du travail qui sont imputés comme faute aux salariés (...). En procédant ainsi, le patron disloque toute tentative de mobilisation collective (...). Bien sûr, même dans ces conditions difficiles, mon organisation syndicale essaie d'aider les salariés, de préparer une

mobilisation pour faire face. Nous ne sommes pas les seuls dans cette situation (...). L'unité pour l'interdiction des licenciements est non seulement indispensable, mais elle est urgente. Il est incompréhensible de voir qu'il n'y a pas de réponse de la part des responsables des grands partis sur cette question. »

Les participants se constituent en comité d'organisation pour le rassemblement du 28 novembre

D'où viennent les conférences départementales ?

• **7 décembre 2008**, à Limeil-Brévannes (94) : une conférence nationale de délégués réunie à l'initiative du POI lance un appel à l'unité des partis se réclamant du mouvement ouvrier pour l'organisation d'une marche unie pour l'interdiction des licenciements.

• **Au cours du premier trimestre 2009**, 40 000 travailleurs, jeunes et militants de toutes tendances se prononcent pour cette marche unie. Des comités commencent à se constituer sur cet objectif.

• **Le 29 mars 2009**, la tribune d'un meeting à Marseille, composée de militants du PCF, du POI, du MRC, du Parti de gauche et de syndicalistes, lance un appel à la tenue d'une deuxième conférence nationale pour l'unité.

• **Les 15 et 16 mai 2009**, à Puteaux (92), 372 délégués mandatés par les comités, militants du POI, du PCF, du PS, du Parti de gauche et du NPA, appellent à élargir à tout le pays les comités pour l'unité pour l'interdiction des licenciements.

• **Le 27 juin 2009**, des ouvriers de 20 entreprises réunis à Echirolles (38) s'adressent aux partis pour qu'ils répondent enfin et convoquent la marche unie pour l'interdiction des licenciements. Ils appellent à la tenue d'une rencontre nationale de délégués ouvriers le 5 septembre à Paris. 70 000 signatures ont été rassemblées.

• **Le 5 septembre 2009**, 148 délégués de 60 entreprises se rassemblent à Puteaux, et, au terme de leurs discussions, adoptent un appel à la tenue dans tout le pays de conférences départementales préparatoires à un premier rassemblement vers la marche unie le samedi 28 novembre à Paris.

"A Caterpillar, on a tout essayé, et pourtant on n'a pas réussi à faire bouger beaucoup les plans du patron ! » Cette réflexion de Pierre Piccarreta, responsable syndical de l'usine de Grenoble, a été au centre de la conférence départementale d'Echirolles (Isère). Nicolas Benoit, lui aussi de Caterpillar, pose le problème : « On a sollicité les politiques, mais apparemment il n'y a pas de volonté claire, même s'ils disent être contre les licenciements. »

Pour Alexis Mazza, poursuivi en justice par la direction de Caterpillar et le ministère du Travail, « on a besoin de l'unité, mais on ne peut pas attendre sans rien faire que les partis s'unissent. Pour moi, le 28 novembre, c'est une étape. Si ça prend, il faudra des propositions pour aller plus loin, car les licenciements, ça n'est pas que l'industrie, c'est une majorité de citoyens qui sont touchés. »

Plusieurs intervenants reviennent sur « la première étape » du 28 novembre.

« On ne peut plus continuer à perdre nos boulots. Ceux qui sont virés maintenant, même avec des primes, ne retrouveront pas de boulot. Nous devons revoir les partis politiques », explique Gérard Buttin, délégué à la conférence de Puteaux.

Le maire PCF d'Echirolles était représenté par son directeur de cabinet, qui a tenu à préciser, « comme militant communiste membre de l'association "Alternative à gauche" », qu'un projet de loi a été déposé contre les licenciements boursiers. Il propose de s'adresser aux partis de gauche au moment des élections régionales.

A la fin de la réunion, Nicolas Benoit propose de « dire aux partis de gauche » : « Soyez présents le 28 novembre ! Votre réponse est attendue et sera entendue ! » Sur la base de l'appel adopté, la conférence a enregistré 21 premiers inscrits au rassemblement du 28 novembre.

Les mêmes questions ont été débattues dans la conférence départementale de Charente-Maritime, à La Rochelle : « Quel intérêt les dirigeants du mouvement ouvrier ont-ils à ne pas écouter ce que les travailleurs veulent aujourd'hui ? Pourquoi vont-ils discuter avec le gouvernement et, pendant ce temps-là, on laisse la masse des travailleurs l'arme au pied ? » 11 participants se sont inscrits au rassemblement du 28 novembre.

A la conférence départementale d'Eure-et-Loir, à Dreux, un syndicaliste a décrit comment tout le processus des états généraux de l'industrie visait à associer les syndicats à l'organisation des licenciements : « En juin 2006, quand LG Philips a fermé, le député-maire en a appelé aux "nouvelles voies de

ARTEMENTALES

refusent-ils à appeler à la marche unie des licenciements ?

Vues de quelques conférences départementales envoyées par nos correspondants.



développement". Il a créé une zone franche. Il a déclaré : "Le projet doit durer 5 ans... Vingt entreprises... 600 emplois." Et aujourd'hui, il n'y a plus de travail nulle part. Ouest Injection a fermé, Sacred a licencié, des dizaines d'entreprises ont fermé ou licencié.

En juillet 2009, le ministre Borloo a donné 600 000 euros à Cordon Electronique et 450 000 euros à Phone Marketing pour fermer Philips et prétendument organiser la "transférabilité des emplois". Le député-maire UMP en a appelé "au consensus face à la situation". On a annoncé 400 emplois à Phone Marketing et la création de 300 emplois à Cordon Electronique. Il a déclaré dans La République du Centre, le 2 octobre, avoir "30 entreprises en portefeuille". La réalité ? Cordon Electronique, ce sont 79 salariés en CDI et 57 en CDD et intérim ! Phone Marketing, ce sont 26 emplois, et

"Pour moi, le 28 novembre, c'est une étape. Si ça prend, il faudra des propositions pour aller plus loin, car les licenciements, ça n'est pas que l'industrie, c'est une majorité de citoyens qui sont touchés"

l'entreprise annonce de très sérieuses "difficultés".

Que les porte-parole officiels des capitalistes et du gouvernement mentent, cela n'a rien d'étonnant. Mais qu'une conseillère municipale du Parti socialiste accepte de présider une commission chargée d'un audit social à Dreux en déclarant : "L'opposition doit être associée aux grands enjeux pour les Drouais, est-ce acceptable ? Et pour eux tous, Philips, c'est déjà du passé, alors que l'assemblée générale des ouvriers, avec FO et la CGT, s'est adressée à Sarkozy pour garantir tous les emplois, que Philips a fait un bénéfice historique de 176 millions d'euros pour le dernier trimestre et que le P-DG annonce froidement que c'est le bon résultat des 6 000 licenciements au niveau du groupe !"

"Le rôle des organisations ouvrières est-il d'accompagner ou de combattre ?"

Un travailleur de la Sacred, qui a fait partie des délégations au PCF et au Parti de gauche : « Je suis complètement écoeuré. Plus personne ne parle de licenciements. On dit "départ volontaire". Mais c'est pire que tout. A

la Sacred, c'est un délégué syndical qui a désigné les "volontaires". Mais ces "départs" enrichissent la mafia des cellules de reclassement : elles touchent 1 500 euros par CDD de trois mois et 3 000 euros pour un CDD de six mois. Alors, elles obligent les ouvrières à accepter n'importe quoi ! Si on ne dit pas interdiction des licenciements, si on ne dit pas renationalisation et nationalisation des entreprises qui licencient, tout le reste, c'est du baratin. »

35 inscriptions sont déjà enregistrées pour le rassemblement national.

« Le rôle des organisations ouvrières est-il d'accompagner ou de combattre ? » Dans la conférence du Val-d'Oise, de nombreux intervenants sont aussi revenus sur cette question.

Un salarié de l'entreprise ABB a fait remarquer : « A Saint-Ouen-l'Aumône, la moitié du personnel d'ABB est licenciée. Ou alors, il faut accepter d'être délocalisés. Peut-on rester à regarder les emplois partir en restant calme ? Ne reste-t-il plus qu'à négocier la prime de départ ? Avant, c'étaient des techniciens qui dirigeaient. A présent, ce sont les financiers. »

Un syndicaliste de La Poste renchérit : « Je travaille dans ce que l'on appelle à présent une plate-forme industrielle du courrier, et non plus un centre de tri, où l'on trouve, pour la plupart, des jeunes de banlieue, sans qualification. Ils sont contractuels. On les pousse constamment à la faute, puis on leur monte un dossier disciplinaire et on les licencie. On a licencié plus d'une centaine de contractuels pour motifs disciplinaires ces trois dernières années, 20 % de l'effectif. Qu'en sera-t-il demain si la loi de privatisation de La Poste passe ? »

La conférence a décidé de prendre rendez-vous avec le président de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise et avec le maire de Saint-Ouen-l'Aumône pour qu'ils se prononcent contre les licenciements à l'entreprise ABB, située sur le territoire de leur commune et sur celui de leur communauté d'agglomération. Un appel aux salariés du Val-d'Oise pour que se constituent dans les entreprises et les quartiers des comités pour la marche unie qui inscrivent au rassemblement du 28 novembre a été adopté.

PRÉSENTE à la conférence départementale de Seine-Maritime, une conseillère municipale PCF du Havre déclare : « Partout où des comités naissent, ce sont des hommes, des femmes qui expriment non seulement leur colère, mais aussi leur peur de ne plus pouvoir tout simplement vivre de leur travail, nourrir leur famille, donner un avenir à leurs enfants. Ils refusent de se battre pour négocier des plans sociaux. Par une marche unie pour

l'interdiction des licenciements, nous appelons les partis politiques de gauche à prendre les choses en main. Même si, aujourd'hui, nous avons du mal à nous faire entendre des directions politiques, il nous faut poursuivre notre travail de rassemblement des luttes. Cela passe par le 28 novembre, première étape vers cet objectif d'interdire les licenciements. »

Fabrice, ouvrier à l'entreprise Timken, à Maromme, souligne l'urgence de la situation : « A Rouen, on a fait le tour des partis de gauche pour qu'ils appellent à l'interdiction des licenciements, pas de réponse. Les gens sont de plus en plus au bout du rouleau. A Timken, il y a eu un suicide parce que le salarié avait été mis à pied, cela ne bouge pas assez vite. »

Pour Francis, salarié chez Auxitec, entreprise sous-traitante de la pétrochimie et de l'industrie, « il y a un écho favorable sur l'interdiction des licenciements, mais on nous dit : "Est-ce possible ?" On a rencontré des représentants de partis de gauche. Au PCF, le secrétaire de section disait qu'il comprenait, mais il n'a pas pris position. Au Havre, il y a deux députés du PCF. Il faut se donner les moyens pour qu'ils appellent. »

Même tonalité à la conférence départementale des Côtes-d'Armor, résumée dans le message de Bruno, délégué syndical central de l'entreprise Cooperl Arc Atlantique, à Lamballe : les salariés, « dans leurs entreprises, ont fait, avec le soutien de la population de leurs localités, tout ce qui était possible pour ne pas être jetés à la rue. Ils ont parfois réussi à arracher de haute lutte des primes de départ non négligeables. Mais ils ont perdu l'essentiel : leur emploi. L'interdiction des licenciements passera par la mobilisation unie des travailleurs et de l'ensemble des organisations politiques se réclamant du mouvement ouvrier. »

Parmi les cent militants et travailleurs réunis en conférence à Créteil, dans le Val-de-Marne, de nombreux responsables syndicaux de Sanofi Aventis, Renault-Choisy, Veolia, des postiers... « La direction dit qu'elle n'a pas d'argent comme le gouvernement dit que les caisses de l'Etat sont vides, alors que, pour les départs volontaires, ils ont su trouver de l'argent », dénonce un syndicaliste de Renault Choisy. « Cela fait 33 ans que je travaille à Renault. On était 1 500, aujourd'hui on est 415. Les gars ne comprennent pas quand on leur dit : aujourd'hui, ce sont les postiers qui manifestent, et demain, c'est Renault. »

Reportage réalisé à partir des comptes rendus envoyés par nos correspondants de Seine-et-Marne, de l'Isère, de Charente-Maritime, d'Eure-et-Loir, du Val-d'Oise, de Seine-Maritime, des Côtes-d'Armor et du Val-de-Marne.

"Repreneurs, plans de relance, comités de suivi, cellules de reclassement... pour faire passer les licenciements"
(des travailleurs de Continental)

Des militants du comité de Compiègne pour l'interdiction des licenciements ont rencontré des travailleurs de Continental à l'issue d'une assemblée générale qui se tenait après l'annonce de l'échec des discussions sur la reprise de l'usine de Clairoux par le groupe MAG.

"L' LA reprise par MAG, on n'y croyait pas, dit un ouvrier, mais le bruit courait que 500 travailleurs seraient repris. Les collègues comptaient sur cette reprise pour garder leur travail. Pour certains, cette nouvelle a fait l'effet d'une deuxième fermeture. »

D'autres soulignent : « Clairoux ferme, et Hanovre et Sarreguemines sont dans le collimateur. Leur objectif, c'est de concentrer la production en Roumanie, parce que la main-d'œuvre ne coûte quasiment rien. » Un travailleur insiste : « Pendant qu'ils parlaient de la reprise par MAG, l'Etat a gagné du temps. Avec leurs plans de relance, ce qu'ils espèrent, c'est "tasser" les choses et nous diviser entre ceux qui vont perdre leur boulot et ceux qui peuvent espérer le garder. » Un délégué syndical d'UTI (sous-traitant de Continental) : « Ça fait sept mois qu'on est en grève. On s'est battu pour qu'il n'y ait aucun licenciement. L'Etat et Continental ont laissé pourrir la situation. On n'a plus d'autre solution que de se battre pour des indemnités, et maintenant ils veulent accélérer les négociations pour qu'on parte avec le moins possible. L'Etat n'arrête pas de nous parler de "comités de suivi" prétendument pour apprendre aux grands groupes à bien se tenir. Mais c'est pour faire passer les licenciements. »

Comme pour les cellules de reclassement : « Altedia, le groupe qui s'occupe de nous reclasser, c'est Raymond Soubie, le bras droit de Sarkozy. Ils disent vouloir reclasser 80 % des salariés ; je suis curieux de voir comment ils vont faire. Pour l'instant, en tout cas, seuls 20 sur 1 200 ont retrouvé du boulot, et par leurs propres moyens. En revanche, Altedia, payé au nombre de dossiers traités, se fait de l'argent sur notre dos ! »

Un syndicaliste, dans l'assemblée générale, a traduit le sentiment général : « C'est clair, rien de bon ne peut sortir de ces comités, ce qu'il faut, c'est regrouper tous les travailleurs contre les licenciements, il faut l'unité sur cette base et pas des journées d'action pour l'emploi en général, qui ne mènent à rien. » Plusieurs travailleurs et syndicalistes de Continental ont annoncé qu'ils participeraient à la conférence départementale le 6 novembre et qu'ils vont faire connaître l'appel.